

**Versailles le 19 juin 2023**

***Déclaration Liminaire de la Formation spécialisée du 20 juin 2023***

***Monsieur le Président***

Nous ne pouvons commencer de siéger à cette Formation Spécialisée sans aborder à nouveau le sujet de la réforme des retraites. Face au déni de démocratie et au mépris du gouvernement, Solidaires Finances Publiques continue de s'opposer à cette réforme injuste, illégitime et brutale. Dans un contexte où l'inflation reste importante, cette loi « retraites » accentue les inégalités. Solidaires Finances Publiques revendique une hausse des rémunérations, pour tous les agents de la DGFIP .

Le rendez-vous salarial du 12 juin a été un fiasco et un mépris total des représentants des organisations syndicales et à travers eux de l'ensemble des agents de l'ETAT. Que dire des clopinettes qui sont jetés dans la corbeille : 1,5 % d'augmentation du point d'indice et de l'aumône de 5 points à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024. Le tassement des grilles va encore s'accroître, ce qui nuit clairement à l'attractivité du service public.

La prime pouvoir d'achat annoncée sera dégressive de 800 à 300 euros bruts sans précision des modalités d'attribution, ce qui clivera une fois encore dans les services, à l'instar des primes du passé .

Les négociations PPCR remontent à plus de 7 ans, aujourd'hui , en raison de l'augmentation du SMIC, les grilles ont besoin d'une refonte complète pour prendre en compte la carrière de nos collègues de tous les corps, tous les grades , y compris celle des cadres.

Quotidiennement Solidaires Finances Publiques 78 constate une augmentation du mal-être au travail, avec des charges trop importantes. Solidaires Finances Publiques 78 déplore dans certaines situations un management tantôt sourd, tantôt pesant, plus attaché à des comportements d'autorité qu'à un travail collaboratif avec les agents de leur service. Le chantage à la suppression du télétravail, la répétition permanente du sésame : « c'est moi le chef de service », et l'absence de communication des processus de travail ne contribuent en rien à un climat apaisé et serein.

Tous, agents de tout grade et de toute fonction, ne devraient avoir qu'un seul objectif : réussir les missions dans un climat propice au travail, malheureusement certains mettent des chaussettes-trappes dans cet idéal.

Peut-on concevoir que la réponse à une demande d'une réunion physique des agents d'un service pour discuter des modalités de travail pendant la période estivale, soit un mail qui se conclut comme suit : « Quoiqu'il en soit , c'est ma décision et elle s'impose à vous » .

Il n'est pas dans les habitudes de Solidaires Finances Publiques 78 de faire du cheffe-baching, mais il est des situations qui nous mettent en colère, parce que ce comportement n'est pas à la hauteur de ce que la DGFIP doit pouvoir attendre de ses cadres.

Il n'est plus tolérable qu'en ces temps de suppressions d'emplois et de restructurations, les représentants de Solidaires Finances Publiques 78 doivent remonter le moral aux agents, les orienter vers les acteurs de la prévention et passer un temps infini dans le bureau du directeur du PPR pour dénoncer ce type d'agissements.

Cette violence faite à des agents de tout grade est indigne d'une grande administration et d'une direction comme la nôtre. Dans les suites de l'enquête des Mureaux, Solidaires Finances avait proposé qu'un travail commun soit mis en place dans le cadre du CHSCT , Solidaires Finances Publiques 78 reprend cette demande.

Les agents s'expriment dans le DUERP, mais personne n'en a cure, en effet la fusion Versailles EH et Rambouillet EH se poursuit au nom de la sacralisation du calendrier du NRP des Yvelines. Quand les agents s'expriment d'autres manières ( appels de notation, rendez-vous chez Mr Grosjean, auprès des représentants du personnel)même s'ils sont écoutés leur situation ne s'améliorent pas. Les rendez-vous managériaux ne sont pas la réponse, puisque rien ne change, ceux qui ne savent ou ne veulent pas faire , continuent comme avant .Solidaires Finances Publiques 78 demandent expressément que le management normal pour ne pas dire bienveillant soit à l'ordre du jour de la réunion des cadres de ce mois de juin. La maltraitance managériale n'est plus de mise, en effet la DGFIP a connu récemment des situations de harcèlements qui ont été soit traitées en interne avec la mutation d'office de cadres très supérieurs quand d'autres ont fait l'objet de condamnation pénale.

Solidaires Finances Publiques 78 ne comparent pas les situations et mesure pleinement les difficultés d'exercice des encadrants, tant ils ont à faire face à des situations humaines et professionnelles complexes.

Solidaires Finances Publiques 78 rappelle que cette formation spécialisée se réunit afin de traiter les conditions de vie au travail, et que rien ne sert de déplorer les problèmes, une fois arrivés.

Pour traiter les sujets au plus près des événements conduisant à la rédaction des fiches de signalement, Solidaires Finances Publiques 78 exige qu'elles soient fournies au fil de l'eau. Solidaires Finances Publiques 78 ne se contentera pas du tableau récapitulatif, qui ne répond pas à l'objet de la création ces fiches et qui rajoutent du travail de réécriture à l'assistante de prévention.

Enfin Solidaires Finances Publiques 78, déplore les tracasseries auxquelles nos représentants en CSAL et en FS ont du faire face de la part de la direction.

D'une part en ce qui concerne les modalités de prise en compte de la formation sur sirhius qui, pour 2 jours relèvent de la rubrique « Congé formation hygiène, sécurité, condition de vie au travail » et un jour en mission. Il est inacceptable que les Rh changent le motif de l'absence en congé de formation syndicales, contrairement aux dispositions de l'article 94 du décret n°2020-1427 du 20 novembre 2020. D'autre part que les remboursements de frais de participation à savoir, repas, trajet et nuitée ne soient toujours pas effectués pour tous les participants et enfin que le remboursement des formations pour les membres de la FS aient fait l'objet de tergiversations sans fin.

Solidaires Finances Publiques 78 dénonce aussi les vifs encouragements de la direction pour que nos représentants participent à la médiocre formation officielle faite par l'IGPDE qui ne répond pas aux critères d'une formation de haut niveau.

En ce qui concerne les élections au Comité médical Solidaires Finances Publiques 78 dénonce ce déni de dialogue social et plus grave encore la façon dont la Fonction Publique bafoue la représentativité issue de la loi et des urnes. Nous contestons l'appel à candidature pilotée par l'administration, le principe du classement des candidatures selon le nombre de voix, tout comme l'exclusion du corps électoral des suppléants venant en remplacement d'un titulaire. Enfin nous demandons, à la différence de celle dénoncée ci-dessus, une formation de haut niveau pour l'ensemble des élus dans cette instance. Il serait inconcevable que l'absence de formation nuise aux agents comparissant devant le Comité médical.